

## **Cahier des clauses particulières**

### **Marché de prestations de services divers**

**Sécurité Incendie**

**Numéro de Marché : Simple consultation**

**Date limite de réception des offres :**

**27/11/2020 à 12:00**

## **Article 1 – Définition des prestations**

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :  
Vérification annuelle des extincteurs, des systèmes de désenfumage, du Système de Sécurité Incendie (SSI), des Robinets Incendie Armés (RIA)

## **Article 2 – Forme du marché**

Marché ordinaire passé par un pouvoir adjudicateur.

## **Article 3 – Documents contractuels**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, listées par ordre de priorité décroissant.

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Les bordereaux des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives générales – fournitures courantes et services (CCAG -FCS) approuvé par arrêté du 19 janvier 2009 et publié au JO du 19 mars 2009

## **Article 4 – Type de prix**

Les prestations sont traitées à prix unitaires.

Les prix unitaires du bordereau de prix sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

## **Article 5 – Modalités de variation du prix**

Les prix sont fermes.

## **Article 6 - Contenu des prix**

Les prix sont réputés complets.

Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation.

## **Article 7 – Durée du marché**

Le marché commence le 01/01/2021 pour une durée initiale de 1 année(s).

Il est renouvelable 3 fois par reconduction tacite pour une période de 1 année(s). Le pouvoir adjudicateur pourra renoncer à la reconduction tacite par dénonciation expresse faite un mois avant l'échéance du contrat par l'envoi d'un préavis au titulaire du marché avec recommandé et accusé de réception

Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction tacite définie ci-avant.

## **Article 8 – Description des prestations**

Vérification périodique des extincteurs, contrôle des robinets incendie armée, maintenance et vérification annuelle pour les installations de désenfumage

## **Article 9 – Opérations de vérification**

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de la livraison ou de l'exécution des prestations dans les conditions prévues à l'article 23.1 du CCAG-FCS.

## **Article 10 – Décisions après vérification**

A la suite des vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG-FCS.

## **Article 11 – Prescriptions**

Avant chaque intervention, le titulaire devra prendre rendez-vous auprès du secrétariat des services techniques au 02.35.05.91.56 ou par mail : [secretariat-tech@duclair.fr](mailto:secretariat-tech@duclair.fr) pour les installations de la Ville

Le titulaire devra impérativement :

- Réaliser l'ensemble des prestations sur le mois de janvier de chaque année pendant toute la durée du contrat
- Vérifier les emplacements des extincteurs et la bonne numérotation
- Mettre la bonne numérotation sur les extincteurs
- Mettre à jour le tableau de TOUT LE MATÉRIEL (sous forme de fichier électronique) qui lui sera fourni
- Joindre les devis des pièces à changer éventuellement en détaillant la situation, le lieu, le type de matériel concerné avec sa marque et référence

Pour les extincteurs, toutes les pièces nécessaires à la vérification et au bon fonctionnement seront comprises dans le prix unitaire de la vérification de l'extincteur

- Faire les prestations pour le Groupe Scolaire André Malraux le mercredi ou pendant les vacances scolaires
- Toutes prestations non réalisées par le titulaire ne pourront être facturées
- Toutes prestations non réalisées à la demande de la collectivité ne pourront être facturées
- La collectivité se réserve le droit de supprimer des prestations
- Renseigner les registres et les signer
- Envoyer les rapports des vérifications sous forme papier (1 exemplaire) et fichiers électroniques avant les factures que l'on puisse les vérifier.

NB : aucun règlement ne se fera si un rapport ou une signature manque sur les registres

## **Article 12 – Vérifications des extincteurs (pièces comprises) de l'intégralité du parc à minima une fois par an selon la norme NF S 61-919 (cf. B.P.U)**

- Un contrôle visuel de l'état des extincteurs, à l'intérieur et à l'extérieur
- Un contrôle du système de sécurité et des éléments qui composent l'extincteur (tubes, lance, percuteur...) --> liste non exhaustive
- Une vérification du niveau de l'eau ou de la poudre
- Un graissage et l'entretien des pièces mobiles de l'extincteur
- Un test de bon fonctionnement de la gâchette
- Un remplacement des joints d'étanchéité, des scellés
- Un remplacement de toutes les pièces nécessaires à l'entretien des extincteurs
- Une vérification de son emplacement et de sa numérotation
- Une mise à jour obligatoire du fichier Excel

## **Article 13 – Vérification des Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) dans tous les bâtiments (cf. B.P.U)**

Article R231.43 du Code la Construction et de l'Habitation.

Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant application du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP.

Arrêté du 31 janvier 1986 pour les immeubles d'habitation.

Code du travail.

L'examen des dossiers techniques ou d'identité de l'équipement ou du système,  
L'examen visuel de l'état apparent d'entretien et de maintenance des parties visibles et accessibles des installations et appareils.

Pour les installations de détection d'incendie les essais de fonctionnement portant sur :

Le tableau de signalisation, équipement de contrôle et de signalisation,

Les détecteurs automatiques, les détecteurs manuels

Les indicateurs d'action,

L'alarme feu et la signalisation de dérangement,

Les reports d'alarme,

Les diffuseurs sonores et lumineux.

Pour le Système de Mise en Sécurité Incendie (SMSI) centralisateur de mise en sécurité, les essais de fonctionnement portant sur :

équipements d'alarme sonore, équipements de désenfumage naturel ou mécanique, équipements de compartimentage, équipements de verrouillage des issues de secours, équipements de mise à l'arrêt des installations techniques,

Pour les équipements d'alarme les essais de fonctionnement portant sur :

Les déclencheurs manuels,

Le tableau de signalisation,

Les diffuseurs sonores et lumineux,

L'audibilité du signal sonore d'évacuation en tout point de l'établissement.

Pour les dispositifs de fermeture résistant au feu (portes, volets, clapets) les essais de fonctionnement portant sur :

Le passage à l'état de sécurité par sollicitation des organes de détection et/ou par manœuvre du dispositif de commande manuelle et vérification de la position de sécurité,

La vérification de la position de sécurité,

Le passage à l'état de veille par réarmement télécommandé ou manuel des dispositifs.

La fourniture d'un rapport écrit de vérification.

## **Article 14 – Vérification des Robinets Incendie Armés (R.I.A) de l'hôtel de ville (cf. B.P.U)**

NF S62-201 (juin 2000) : Matériel de lutte contre l'incendie - Robinets d'incendie armés équipés de tuyaux semi-rigides (RIA) - Règles d'installation et de maintenance de l'installation

NF EN 671-1 (S61-201) (septembre 2001) : Installations fixes de lutte contre l'incendie - Systèmes équipés de tuyaux - : Robinets d'incendie armés équipés de tuyaux semi-rigides

Le marquage CE atteste de la conformité du produit aux articles concernant les dispositions de la Directive européenne des Produits de Construction (89/106/CEE) figurant à l'annexe ZA de la norme EN 671-1.

L'estampille NF apposée sur le RIA garantit sa conformité aux caractéristiques certifiées NF, grâce à un système qualité et à la surveillance régulière du constructeur par un organisme agréé.

## **Article 15 – Vérifications des équipements de désenfumage (cf. B.P.U)**

La norme EN 12101-2 et donc bénéficier du marquage CE

L'instruction Technique 246 ainsi que le Code du Travail (art R.235.4.8) obligent les bâtiments à s'équiper de matériels de désenfumage

Le code du travail articles Art. R 235-4-8, Art. DF, 3 Art. DF 7

exutoires de fumée qui font partie des D.A.S. (Dispositifs Actionnés de Sécurité).

Les exutoires de fumée existent pour un large choix de toitures : étanchéité, fibres ciments, bacs acier isolé ou non isolé L'exutoire de fumée existe en version mécanique pour commande par treuil et en version pneumatique pour commande par armoire de commande à cartouche de CO<sup>2</sup> à opercule perforable (l'APS - alimentation pneumatique de sécurité - doit correspondre à la norme NF S 61-939) dispositif de déclenchement automatique (fusible thermique) (norme européenne EN 12101-2:2003)

commande mécanique par treuil

commande pneumatique armoire incendie à bouteilles CO<sup>2</sup>

ouvrants de façades qui s'ouvrent automatiquement par l'intermédiaire d'une ventouse électromagnétique asservie à la détection incendie Destinés au désenfumage des ERP (Etablissement Recevant du Public), des bâtiments collectifs et des IGH (Immeuble de Grande Hauteur). Normalement fermés, ils s'ouvrent sur commande du CMSI (Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie).

Volets de Désenfumage pour le désenfumage naturel ou mécanique des ERP (Etablissement Recevant du Public), des immeubles de logements collectifs et des IGH (Immeuble de Grande Hauteur). Placés soit en partie basse pour l'introduction d'air frais, soit en partie haute pour l'extraction des fumées. Ne s'ouvrent que sur commande du CMSI (Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie).

N.B : dans son B.P.U le titulaire inclura à sa prestation la fourniture et la pose des Sparklets

## **Article 16 – Modalités de paiement**

Les prestations sont réglées par des paiements partiels définitifs et un solde.

Les modalités de paiement sont les suivantes :

Le titulaire présentera sa facture fin janvier via, le portail chorus pro

## **Article 17 – Forme des demandes de paiements**

La demande de paiement reprend le descriptif des prestations effectuées sur la base duquel le montant à payer est établi.

Aucune exigence particulière n'est imposée au titulaire concernant la forme de la demande de paiement. Celle-ci doit néanmoins respecter les usages de la profession et comporter les mentions légales obligatoires fixées à l'article L441-3 du code de commerce (nom et adresse des parties, date de la vente ou de la prestation de service, la quantité, la dénomination précise, le prix unitaire hors TVA des produits vendus et des services rendus ainsi que toute réduction de prix acquise à la date de la vente ou de la prestation de service et directement liée à celle-ci).

## **Article 18 – Dématérialisation des paiements**

**Le paiement en ligne sera utilisé.**

Chorus Pro uniquement

La facturation en ligne sera utilisée. Les grandes entreprises, les ETI et les PME ont l'obligation de transmettre leur facturation de façon dématérialisée au moyen de la plateforme chorus-pro.gouv.fr.

La facturation en ligne est obligatoire pour les Micro-entreprises au 1er janvier 2020. Si l'opérateur économique est soumis à l'obligation de facturation électronique en vertu de l'article L2192-1 du code de la commande publique, l'utilisation du portail public de facturation (chorus-pro ) est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant pour l'Etat, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable pour une facture transmise par échange de données informatisé).

**Mentions obligatoires des factures électroniques:**

la date d'émission de la facture; la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture; l'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro

5

TAHITI, etc.) – le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture, la désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement – la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ; – la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ; – le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire; le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ; – le cas échéant, les modalités particulières de règlement ; – le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires, l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture

Chaque facture indiquera le code d'identification du service en charge du paiement et le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique.

## **Article 19 – Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement. Si le marché prévoit une répartition le paiement est effectué sur le compte propre à chaque membre du groupement, par dérogation à l'article 12.1.2 du CCAG-FCS.

## **Article 20 – Paiement des sous-traitants**

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, sont payées dans les conditions financières prévues par le CCP ou par un acte spécial.

## **Article 21 – Monnaie de compte du marché**

La monnaie de compte du marché est l'euro pour toutes les parties prenantes (sous-traitants compris).

## **Article 22 – Délai de paiement**

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par les articles L2192-10 à L2192-14 et R2192-12 à R2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article L2192-13 du code de la commande publique est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En vertu de l'article L2192-13 alinéa 3 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros, conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique.

## **Article 23 – Avance**

Pas d'avance de prévue

## **Article 24 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG-FCS, les travailleurs employés à l'exécution du contrat doivent recevoir un salaire et bénéficier de conditions de travail au moins aussi favorables que les salaires et conditions de travail établis par voie de convention collective, de sentence arbitrale ou de législation nationale pour un travail de même nature exécuté dans la même région.

## **Article 25 – Garantie technique**

Les dispositions de l'article 28 du CCAG-FCS s'appliquent.

## **Article 26 – Assurances de responsabilité civile professionnelle**

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours courant à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **Article 27 – Pénalités de retard**

Les pénalités journalières de retard sont prévues à l'article 14.1 du CCAG-FCS.

## **Article 28 – Règles générales d'application des pénalités**

Le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 300 euros HT pour l'ensemble du marché. Le terme "d'exonération" s'entend strictement. La totalité des pénalités est due si le seuil est dépassé.

## **Article 29 – Pénalités particulières**

La collectivité exige que l'ensemble des vérifications et prestations soient réalisées sur le mois de janvier toute la durée du contrat sous peine d'une pénalité de 500 € TTC

## **Article 30 – Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire**

Par dérogation à l'article 30.2 du CCAG-FCS, en cas de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde du prestataire, le marché est résilié si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire dans les conditions prévues à l'article L.622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

En cas de liquidation judiciaire du prestataire, le marché est résilié si après mise en demeure du liquidateur dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le prestataire, à aucune indemnité.

## **Article 31 – Résiliation**

### **Résiliation pour motif d'intérêt général**

Le taux de l'indemnité versée au titulaire appliquée sur le montant hors taxe de la partie résiliée du marché est de 5 %.

Le présent document ne déroge pas au CCAG-FCS en ce qui concerne les modalités de résiliation du marché.

## **Article 32 – Attribution de compétence**

Le Tribunal Administratif de Rouen est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de ce marché.

## **Article 33 – Dérogations**

L'article 7 - Durée du marché - Délais d'exécution déroge à l'article 13 du CCAG-FCS.

L'article 19 - paiement des cotraitants déroge à l'article 12.1.2 du CCAG-FCS.

L'article 30 - Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire déroge à l'article 30.2 du CCAG-FCS.